

# Le budget participatif, un remède contre le scepticisme en politique

20 juin 2016 | Isabelle Paré | Actualités en société



Photo: Costa Constantinides / Flickr / CCDes gens d'Astoria, près de New York, votent à un budget participatif. Conférence de Josh Lerner, du Participatory Budgeting Project (PBP), 20 juin 17h30

Invité par le Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM)  
Espace La Gare, 5333 av. Casgrain, Montréal

Qui ne rêverait pas d'avoir des millions en poche pour rénover les coins tristes de son quartier, verdir sa rue ou créer un jardin urbain ? De plus en plus de citoyens ont ce privilège depuis que leurs villes ont adopté le budget participatif, une nouvelle donne qui redonne aux

citadins le pouvoir de décider eux-mêmes comment seront dépensés les deniers publics.

Adeptes convaincu et convaincant de cette forme de démocratie émergente, Josh Lerner, directeur de l'organisation The Participatory Budgeting Project (PBP) basée à Brooklyn, sera à Montréal ce lundi soir pour vanter les mérites de cette philosophie qui délègue aux citoyens un pouvoir longtemps resté l'apanage des fonctionnaires de tout acabit.

M. Lerner affirme que plus de 1500 villes, États et organisations communautaires dans le monde se sont aujourd'hui convertis aux vertus du budget participatif (BP), né en 1989 à Porto Alegre, au Brésil. *« L'idée du budget citoyen est née au Brésil avec l'arrivée du Parti travailliste. On voulait renverser les effets d'années de dictature. Cela a permis de donner aux citoyens le pouvoir de voter sur des projets totalisant jusqu'à 20 % du budget. Cela a changé non seulement le visage de la démocratie, mais aussi celui de plusieurs villes de l'Amérique latine »*, affirme M. Lerner.

Le procédé est simple. Un budget précis est réservé par les élus aux propositions de citoyens. Des appels à projets sont lancés. La population passe au vote, puis les projets les plus plébiscités reçoivent les fonds nécessaires à leur réalisation.

À Porto Alegre, des favelas ont été transformées au fil des ans en quartiers enviables : le nombre de maisons reliées au réseau d'égouts est passé de 70 % à plus de 84 % et pas moins de 53 000 familles ont bénéficié de nouvelles maisons. Autrefois centralisés dans les quartiers plus riches, les investissements dans les quartiers pauvres ont bondi, la corruption a reculé et les recettes fiscales ont augmenté.

Depuis, l'idée du budget participatif s'est étendue à plusieurs pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord. En Pologne, au Pérou et en République dominicaine, les lois ont même rendu obligatoire le recours aux « budgets citoyens » pour les administrations publiques.

Au Canada, de petits pas ont été faits dans cette direction à Toronto, où, depuis 2001, les locataires de l'agence municipale d'habitation décident chaque année eux-mêmes comment seront dépensés 5 à 10 millions du budget global. Entre 2006 et 2008, l'arrondissement du

Plateau Mont-Royal s'est frotté à ce processus citoyen, mais l'a depuis converti en une consultation en ligne. Dans la petite ville de Saint-Basile, au terme d'un vote tenu sur 16 propositions communautaires, la population a choisi de rénover en 2014 la place de l'église et de rendre plus sécuritaires certains passages pour piétons et vélos.

## **Les BP prennent du galon**

De projets jugés « marginaux », les BP brassent maintenant de grosses affaires. À New York, ils sont devenus réalité dans près de la moitié des districts de la ville en 2015, où plus de 60 000 New-yorkais ont choisi comment allouer 38 millions de dollars américains à diverses propositions issues de la communauté. *« Les premières expériences menées en 2012 ne visaient pas de grosses infrastructures, mais surtout des améliorations physiques aux parcs, aux écoles, ou même à combler les nids-de-poule, explique le directeur de PBP. Au fil des ans, cela a donné naissance à des projets plus ambitieux, qui ne sont pas habituellement dans les cartons des fonctionnaires. »*

Des exemples ? L'un des projets ayant eu le plus de retentissement est celui qui a permis de doter les toilettes des écoles publiques de... portes. À New York, où la gestion des écoles relève du gouvernement local, ce « détail » n'avait jamais été considéré comme une priorité par l'administration. *« Cela a eu le double effet de transformer les écoles de certains districts, puis de mettre cette situation aberrante sous les projecteurs »*, souligne M. Lerner.

Installation de panneaux solaires sur des logements sociaux, librairies mobiles, terrains de basket-ball en zones défavorisées, outils technologiques dans les écoles : plusieurs idées novatrices ont été mises en avant par ces budgets branchés sur le pouls de la communauté. Ces budgets débattus sur la place publique ont en outre l'avantage d'être à l'abri des divers lobbys qui sollicitent constamment les élus et gestionnaires de fonds publics. Finis les passe-droits !

La popularité de ces « projets pleinement citoyens » donne parfois des ailes aux élus qui s'en servent comme tremplin pour appuyer les initiatives très prisées par les citoyens. *« Des études ont démontré que les maires ou les élus qui appuient les budgets participatifs sont 10 % plus populaires auprès de la population. Lors d'une élection, ça*

*peut faire toute la différence* », affirme le directeur de The Participatory Budgeting Project.

## **Paris sur la piste citoyenne**

À l'heure où le vocable « citoyen » a le vent dans les voiles, la mairie de Paris a flairé la piste et sa mairesse, Anne Hidalgo, a lancé l'hiver dernier un vaste projet de budget citoyen dans lequel seront injectés d'ici 2020 plus de 140 millions d'euros, soit 5 % du budget d'immobilisation de la Ville. Appelés aux urnes, les Parisiens ont arrêté leur choix sur 17 projets touchant le Tout-Paris, allant de la création de fontaines d'eau (dont certaines pétillantes !) sur tout le territoire, à la réalisation de 105 passages et projets sous les espaces bétonnés du périphérique parisien.

Pour Josh Lerner, les BP ont le mérite d'intéresser à la vie démocratique les citoyens complètement désabusés de la politique, ainsi que certaines populations marginalisées. À Boston, des jeunes de 12 à 25 ans ont été invités par le cabinet du maire à choisir comment dépenser un million de dollars pour divers projets. Idem à Newcastle, au Royaume-Uni, où des enfants de 5 à 13 ans ont décidé du sort de projets totalisant 2,25 millions de livres. Un brin subversif, le concept de BP fait sauter le modèle du « contribuable-voteur », en permettant parfois le vote aux moins de 18 ans et aux immigrants non reçus.

*« Les BP permettent à tous de poser des gestes concrets, pas juste aux contribuables, explique M. Lerner. Cela intéresse à la vie politique des gens qui n'y participent pas d'ordinaire, et crée un fort sentiment d'appartenance dans la communauté. »*